

L'hon. Donald S. Macdonald (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, j'ai lu l'article récemment, mais je ne me souviens pas de ces chiffres. Je ferais mieux de les vérifier pour voir si le député les a cités avec exactitude.

M. Stevens: Ma question s'adresse encore au ministre des Finances dont la mémoire à la Chambre semble très peu fiable.

● (1430)

Ma question supplémentaire est de nouveau fondée sur le contenu de l'article des professeurs Jump et Wilson et j'en citerai cette fois-ci un extrait pour la gouverne du ministre. Les professeurs Jump et Wilson ont déclaré qu'une réduction plus importante de l'impôt sur le revenu individuel eut été un moyen plus efficace pour stimuler directement la consommation et faire pleinement entrer en jeu les forces multiplicatrices et accélératrices de l'économie, lesquelles auraient à leur tour eu pour effet de davantage réduire le chômage que ne le fait actuellement le budget du ministre. Le ministre pourrait-il nous dire s'il envisage une telle mesure budgétaire sous peu?

M. Macdonald (Rosedale): Monsieur l'Orateur, je n'envisage pas de présenter un nouveau budget pour le moment.

LES MOTIFS DE L'ABSENCE DE COMITÉ POUR L'ÉTUDE DU DOCUMENT «LA VOIE À SUIVRE»

M. Sinclair Stevens (York-Simcoe): Le ministre a de nouveau répété qu'il n'envisageait pas de nouveau budget. Pourrait-il dire à la Chambre pourquoi il n'a pas insisté pour que l'on appelle la motion n° 13, qui a été inscrite au *Feuilleton* sous son nom et qui prévoyait l'institution d'un comité mixte à la Chambre et au Sénat? Ce comité aurait pour tâche d'étudier le document de travail intitulé «La voie à suivre» que le ministre a déposé à la Chambre. Pourquoi le ministre n'insiste-t-il pas pour établir ce comité afin que nous puissions procéder à une étude plus approfondie de l'économie?

L'hon. Donald S. Macdonald (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, c'est essentiellement à cause des travaux poursuivis par les députés de la Chambre au sein des autres comités que l'on a décidé de ne pas le faire.

M. Stevens: A quand l'ajournement?

L'EFFET D'UN ACCROISSEMENT DU REVENU DISPONIBLE ET DE LA CONSOMMATION INDIVIDUELLE—LA POSSIBILITÉ D'UNE RÉDUCTION DE LA TAXE DE VENTE ET DES IMPÔTS

M. Lincoln M. Alexander (Hamilton-Ouest): Monsieur l'Orateur, j'ai une brève question supplémentaire et peut-être même une seconde, si Votre Honneur le permet. L'OCDE prédit que la reprise économique pourrait s'accélérer au cours du premier trimestre de 1978 s'il y avait un accroissement du revenu réel disponible et de la consommation individuelle. Le ministre est-il d'accord avec cette conclusion de l'OCDE, et dans l'affirmative, comment espère-t-il faire en sorte que ce soit le cas?

L'hon. Donald S. Macdonald (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, l'une des façons les plus efficaces d'augmenter

Questions orales

le volume du revenu personnel disponible consiste à juguler l'inflation, et c'est pour cette raison que nous dirigeons notre politique en ce sens depuis deux ans.

M. Alexander: L'autre suggestion qui a été faite est que nous devrions réduire l'impôt sur le revenu individuel des contribuables à faible et moyen revenu ainsi que la taxe de vente fédérale, en particulier sur les matériaux de construction. Le ministre a-t-il résolu de rejeter ces suggestions pour le moment?

M. Macdonald (Rosedale): Monsieur l'Orateur, je viens de dire au collègue du député que je n'allais pas présenter de nouvelles mesures budgétaires pour l'instant. Il y a lieu de rappeler encore une fois au député que nous avons effectivement réduit les impôts fédéraux sur le revenu de façon à porter le revenu minimum imposable à \$7,000 par année. Malheureusement, le député a voté contre.

M. Alexander: C'est absurde!

M. Stevens: Vous ne devriez pas induire la Chambre en erreur.

* * *

RADIO-CANADA

LES ALLÉGATIONS DE PARTI PRIS DANS LES RAPPORTS DE PRESSE—DEMANDE DE REJET DE LA RÉGLEMENTATION DES MEDIA

M. G. W. Baldwin (Peace River): Monsieur l'Orateur, je regrette d'interrompre la discussion du premier ministre au sujet des affaires extérieures, mais j'aimerais poursuivre la question qu'a soulevée le député de Fundy-Royal. Étant donné le vif malaise dans le pays au sujet de la proposition que renferme le rapport du CRTC, au sujet de la façon dont le premier ministre et ses amis ont provoqué l'enquête de la commission en premier lieu, au sujet du rapport lui-même et de la réaction du premier ministre à celui-ci, qui semble être très nettement en faveur d'une sorte de contrôle et de gestion de media, le premier ministre assurera-t-il à la Chambre—je vois qu'il sourit, mais c'est une question que le premier ministre prend beaucoup plus au sérieux à l'extérieur de la Chambre qu'ici.

Des voix: Oh, oh!

M. Baldwin: Le premier ministre assurera-t-il carrément à la Chambre qu'il ne sera nullement question dans le mandat figurant dans le préambule de quelque autre enquête sur cette question de contrôle des media par le gouvernement, qu'il s'agisse de la presse électronique ou écrite?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, le député ne pose certes pas la question sérieusement. Je le vois à son sourire. Il sait très bien que le gouvernement est aussi opposé que lui à toute forme de censure.

Des voix: Bravo!